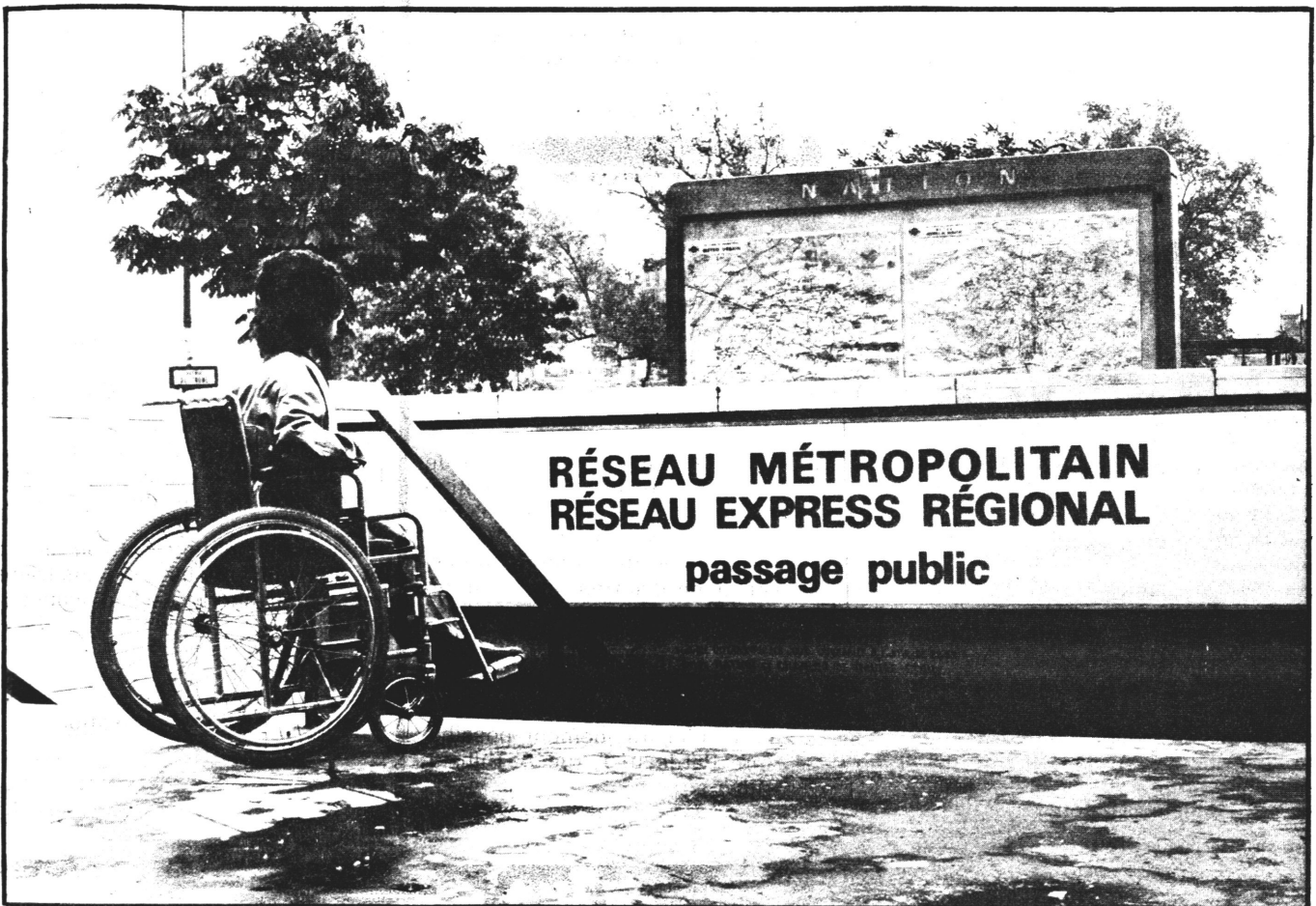


"de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins"

Handicapés Méchants

n°1 journal des Comités **janvier 75**
de lutte des Handicapés **2 frs**



**l'autonomie : c'est la suppression
de toutes ces barrières**

CHARTRE DE REVENDICATION
C.L.H. en dernière page

LOI D'ORIENTATION
en page sept.

mise au point...

Après huit mois d'interruption « Handicapés Méchants » reparaît. Il redémarre au numéro 1 car il n'est plus supplément de « Front Libéraire ». « Handicapés Méchants » a maintenant une existence auprès du ministère de l'Intérieur.

Pourquoi ce long silence alors que tant d'événements politiques ont traversé notre pays, événements où les handicapés avaient à prendre une position (ex. : utilisation des handicapés par les candidats aux élections présidentielles) ?

Dans le dernier numéro d'« Handicapés Méchants », à l'article « Il est à qui ce journal ? » Aïcha écrivait : « Handicapés Méchants sera ce que nous sommes, ce que nous faisons ou ne faisons pas... ». Cette interruption reflète ce que n'a pas fait le Comité de Lutte.

Pourtant, je crois que depuis la rentrée, bien des choses ont changé. Le journal devrait repartir sur des bases plus saines.

« Handicapés Méchants » a encore augmenté son tirage (de 2 000 exemplaires à 5 000 exemplaires). Mais son prix passe de 1 F à 2 F, du simple au double. L'augmentation du prix des matières premières et du tirage ne justifie pas une telle

augmentation, aussi, voici la raison essentielle : la vente du journal est la seule source de revenu du comité de lutte. Nous, nous ne bénéficions pas, comme tant d'autres Associations d'Handicapés, de subventions de l'Etat. C'est ce qui fait notre force et notre indépendance. Cet argent sert à payer les frais d'imprimerie, de secrétariat, le film que nous avons en préparation et le montage de diapositives que nous venons de terminer.

Pourquoi ne pas demander aux militants du comité de lutte de verser une cotisation proportionnelle à leur revenu ? Parce que, dans ce système pourri, les handicapés qui travaillent sont rares et cela se retrouve au comité de lutte. Ces cotisations ne seraient payées que par des valides. C'est encore une dépendance des handicapés envers les valides. Nous la refusons.

Tous les articles que nous avons reçus sont passés. Pensez déjà à « Handicapés Méchants » n° 2. C'est de l'envoi de ces articles que dépend la vie du journal. Prochain numéro au mois de mars.

Charles KOSKAS.

les handicapés en lutte devant les sauces électorales et... les replatages électoraux

La grande sauce électorale des présidentielles vient de se terminer. Pour la circonstance, on avait sorti les lampions... et repeint la façade, pour faire chanter les lende-mains...

Les lampions de la fête ont été retirés. Cela sent encore la peinture fraîche... pour couvrir l'odeur de la réalité du système capitaliste.

Bien sûr, on n'a pas oublié les handicapés dans cette nouvelle couche de peinture fraîche !

On reprend nos revendications « anti-ségrégistes » eu « autonomiques » en en faisant des rosses tartes à la crème : on monte les mots en neige (de peinture à façade) et hop !...

Tout le contenu que nous leur avons donné, à travers notre analyse du problème « handicapés » à travers la dénonciation de nos conditions de vie, à travers nos revendications, s'envole !

Le tape à l'œil électoral tente de nous distraire un moment.

Pour les présidentielles c'est cette tactique qui a été adoptée plutôt que celle du silence.

Le PROJET DE LOI D'ORIENTATION DIENESCH opère une récupération-dénaturation :

— Il parle d'AUTONOMIE mais ne la voit que financière, il ne parle pas d'AUTONOMIE PHYSIQUE ni d'AUTONOMIE DE DEPLACEMENT, qui dépend de l'adaptation des moyens de transport.

— De même il parle d'INTEGRATION mais il donne tout pouvoir aux patrons et aux entreprises de sous-traiter avec les usines-ghettos d'handicapés ; de refuser d'employer des handicapés dans leurs entreprises donc de leur interdire l'accès au « monde valide du travail » de nous marginaliser tout en nous intégrant dans la rentabilisation.

CINEMAS RESERVES AUX VALIDES

Depuis un an sur Dijon, certaines salles de cinéma sont interdites d'accès aux handicapés en fauteuil. Le motif donné : la sécurité. Bien que certains directeurs de salles acceptent les handicapés, une enquête nous a révélée qu'un décret de loi était le prétexte à ce rejet.

Selon ce décret, le stationnement de chaises ou fauteils mobiles est interdit dans les allées, mais il peut y en avoir dans des loges.

Nous aimerions savoir, si cette interdiction sévit dans d'autres villes et mobiliser les handicapés sur ce point précis de rejet à l'échelon national.

Nous devons réclamer l'abrogation de ce décret au même titre que l'abrogation des lois sur le reclassement professionnel qui fait de nous des êtres à part ; tolérés ici en minorité, interdit totalement de séjour en d'autres lieux. L'interdiction des cinémas n'est qu'un début ; ensuite viendront les grands magasins, les théâtres, les bibliothèques, etc.

Pour tout contact et coordination de l'action sur le problème précis des cinémas, écrire le plus rapidement possible à : Jean-Marc Bardeau, 1, rue A-Thibaut, 21300 Chenove.

— Réunions du Comité de Lutte des Handicapés à Paris tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois, à 15 heures, 33, rue de Vignoles, 75020 Paris.

— Secrétariat :

Charly Koskas, 18, rue de Cambrai, 75019, tour K.

handicapés Méchants espère
paraître tous les deux mois.

ABONNEZ-VOUS, 10,00 Frs par an

SOUTENEZ NOTRE LUTTE, en adressant

vos chèques à : ELIZABETH AUERBACHER

C.C.P. 25.344.78. Paris.



pourquoi nous étions a mendes

Le 21 avril, le Comité d'Action des Prisonniers organisait une marche sur la prison de Mende, chef-lieu de la Lozère et de la torture. Trois cents personnes ont répondu « présent » à l'appel du CAP pour exiger la suppression de cette prison de force, construite en remplacement du bagne de Beaune. « A Mende on tue, on torture, on assassine ». Nous étions là, pour que plus personne n'ignore qu'il existe en France une prison où l'on détruit dans le plus pure des styles nazi.

Mais pourquoi, nous handicapés, étions-nous présents aux côtés du CAP ?

Parce que les conditions de vie des handicapés et des prisonniers se ressemblent : dans ce système capitaliste, handicapés et prisonniers sont exclus.

Comme des prisonniers parqués dans des prisons délabrées, insalubres, inhumaines, les handicapés sont parqués dans des ghettos que sont les Ateliers Proté-

gés ou les Centres d'Aide par le Travail (CAT). Là, les ouvriers handicapés dorment dans des dortoirs, n'ont le droit de sortir qu'une fois par semaine, qu'avec l'autorisation de la direction. Sur leur salaire de misère, on leur déduit en plus les frais de cantine.

Comme les prisonniers, les handicapés sont payés à la pièce (0,70 centimes la pièce dans certaines boîtes). Ce ne sont pas des sacs qu'ils fabriquent comme certains taulards mais des boîtes de camembert, mais cela revient au même.

Prisonniers et handicapés travaillent pour des sous-traitants comme d'autres ouvriers. Mais comme on les exclut du système de production, la surexploitation s'effectue sans entrave. Encore heureux, diront des âmes charitables, qu'on leur donne du travail : ça les occupe et ils gagnent quelques sous.

On leur constitue un « pécule » ridi-

cule alors qu'on leur doit un salaire comme les autres travailleurs, c'est-à-dire au moins le SMIC. Ce soi-disant « pécule » n'est qu'un dû insuffisant pour des ouvriers handicapés qui vivent dans les ghettos où ils travaillent. Lorsqu'ils ne sont plus rentables, on les envoie à l'hospice où ils ne leur restent plus qu'à crever le plus vite possible.

A sa sortie de prison, le prisonnier a toujours cette marque indélébile qu'est l'extrait de casier judiciaire. L'handicapé n'a pas besoin de cette carte, son aspect physique lui suffit pour être refusé de l'usine, écarté de toute vie sociale et affective.

Voici pourquoi nous étions à Mende. Notre but est le même : suppression de tous les ghettos que sont les prisons et les ateliers protégés.

PRISONNIERS, HANDICAPES, MEME COMBAT.

BABETTE.

saint hilaire du touvet

ou comment se forme un ghetto

Un projet gouvernemental, il y a quelques années, a prévu la reconversion des sanatoriums en centres de rééducation pour handicapés. Le Centre Universitaire de Cure de Saint-Hilaire du Touvet, est un ancien sanatorium d'où sa situation géographique : 1 100 mètres d'altitude, 30 km de Grenoble.

1. Conséquences financières et matérielles de cette reconversion :

— 90 millions pour adapter les locaux aux handicapés. Or actuellement le CUC n'est pas un centre réellement bien adapté : ascenseurs trop petits, et en nombres insuffisants ; sanitaires pas assez nombreux ; à certains étages les sorties de secours en cas d'incendie sont inexistantes...

— Une piscine prévue depuis 1968, est en construction. Prix de revient : 240 millions. Or si la kiné est encore inorganisée comme elle l'est actuellement, au point de vue rééducation la piscine ne servira qu'à un petit nombre d'entre nous ;

— 500 millions prévus pour améliorer les vieux bâtiments. Une chambre expérimentale est installée : elle est occupée par deux personnes qui marchent.

Il est à noter qu'à cause de la situation géographique les travaux sont beaucoup plus coûteux.

2. Conséquences dues à la situation géographique :

1° Recrutement du personnel :

A cause de son isolement il est obligé de loger le personnel. Il est sous-équipé et de plus, mal équipé. Beaucoup de personnes sont logées dans des petites chambres, vétustes, ce sont quelquefois d'anciennes chambres de tuberculeux. Tout ceci augmente les difficultés de recrutement.

Scandale du recrutement : le centre engage sous contrats de un à six mois. Le personnel hospitalier ne peut donc pas se syndiquer et n'a aucun moyen d'action pour se défendre contre les abus de la direction. Pour les quelques personnes syndiquées, l'opposition contre toutes actions revendicatives en employant le chantage : la fermeture du centre.

Le médecin directeur actuel est spécialisé dans les maladies pulmonaires et a dû se reconverter (comme le centre) dans « la rééducation pour handicapés »...

2° Transports et relations avec l'extérieur : le centre dispose :

— du car des études, qui peut transporter une dizaine d'handicapés. Il relie le centre au campus tous les jours. Il part le matin à 6 h 30, remonte à 12 heures, redescend à 12 h 45, remonte à 19 heures. Ainsi, les handicapés qui n'ont qu'une à deux heures de cours sont bloqués une demi-journée sur le campus. Aucun handicapé ne peut suivre régulièrement les cours à la fac.

— de la voiture du mardi (204 commerciale) qui peut emmener trois handicapés, faire leurs cours à Grenoble. La direction entretient une ségrégation parmi les pensionnaires en posant son veto à la demande de certains. Une fois à Grenoble, le chauffeur, seul, ne peut s'occuper de tous les handicapés, ce qui pose des problèmes aux personnes qui ne peuvent se débrouiller seules. Et, lorsque justement ces personnes proposent à la direction de se faire accompagner par un ami valide, elles se heurtent à un refus systématique.

Voilà comment peu à peu se forme un ghetto.

3. Organisation intérieure :

Une ségrégation est entretenue à tous les niveaux par la direction : entre les pensionnaires eux-mêmes et dans leurs rapports avec le personnel.

1° Rapports pensionnaires-pensionnaires.

Les pensionnaires valides (que ce soit des tuberculeux, des dialysés, etc.) sont isolés des handicapés. Le CUC est séparé en trois bâtiments, un pour les filles valides, un autre pour les pensionnaires masculins valides et un autre pour les handicapés des deux sexes. Dans le bâtiment des handicapés, la ségrégation se manifeste par la séparation des pensionnaires par catégories : maladies ou accidents (alors qu'au point de vue organisation du travail s'il n'avait cette séparation, certains problèmes seraient facilités).

Certains handicapés jouent le jeu et refusent toutes communications avec d'autres handicapés n'étant pas dans la même « catégorie ». A l'inverse, des rapports intéressés se nouent avec des handicapés n'ayant aucune possibilité pour se déplacer et ces derniers subissent la situation car ils n'entrevoient pas d'autre solution à leur isolement. Des valides se sentant agressés par le nombre

de plus en plus grand d'handicapés refusent le contact et se retrouvent entre eux. D'ailleurs la direction ne comprend pas et n'admet pas les rapports entre handicapés-valides.

2° Rapports personnel-pensionnaire :

Ils sont inexistantes. La direction les interdit strictement car elle prétend qu'un handicapé manque d'affection, et risque donc de s'attacher abusivement à la personne ayant des rapports avec elle et évidemment si cette personne le quitte la rupture serait néfaste à l'équilibre psychique de l'handicapé.

Il est à noter que l'handicapé n'est pas considéré comme un individu à part entière, on juge que sa vie sexuelle est inexistante. Et, lorsque par un « malheureux hasard » une fille se trouve enceinte, on la fait avorter en lui conseillant « fortement » de se faire ligaturer les trompes. Evidemment, étant donné cette conception de la sexualité de l'handicapé, l'information sexuelle est inexistante, aucun moyen de contraception n'est proposé, on intervient seulement pour l'avortement qui se termine quelquefois par une césarienne parce qu'il est trop tard.

Comment la direction agit-elle dans les rapports entre personnel et handicapés lorsque ces derniers seront deux fois plus nombreux. Ils sont actuellement quatre-vingts.

3° Rapports entre pensionnaires et médecins :

On ne peut rien en dire, car les médecins se réfugient toujours derrière le secret professionnel.

Si l'on pense à ce demi-milliard utilisé pour consolider ce ghetto, on comprend que l'on est complètement rejeté. La société se donne bonne conscience et le prix de journée étant de 250 F elle nourrit beaucoup de bouches inutiles.

Pourquoi tout cet argent ne serait-il pas utilisé pour :

— améliorer les transports en commun ;

— financer des bureaux de recherche pour adapter les transports en commun, pour créer une architecture accessible à l'handicapé et sans contrainte pour le valide, ce qui nous permettrait d'avoir le maximum d'indépendance pour s'intégrer à la vie culturelle et sociale et pouvoir ainsi vivre décemment.

DOMINIQUE, GERARD,
MARIE-JEANNE, MICHELE.

DENONCONONS LA MEDECINE BOURGEOISE !

Lundi 9 avril : le ciné-club du CUC décide de passer « Histoire d'A... » à l'occasion de la visite de la camarade Aicha. Ce jour-là est affichée une conférence religieuse : ce sain divertissement attire régulièrement une bonne dizaine de pensionnaires...

La directrice du centre étant une digne disciple de Royer-le-preux, nous décidons de cacher le titre du film jusqu'au dernier moment et nous nous arrangeons « à l'amiable » avec elle pour le passer avant la conférence.

Tout de suite après l'annonce, les gens descendent en masse à la salle de spectacles. Ils sont bien une centaine (c'est beaucoup pour le CUC). Il y a là des pensionnaires mais aussi une partie du personnel infirmier. A cause des difficultés de transport et des précautions nécessaires, la projection commence en retard. A 21 heures l'opérateur salarié par le centre) l'arrête : il a reçu des consignes strictes de la direction... Laquelle direction n'a pas manqué d'envoyer ses observateurs. Nous évacuons la salle, non sans

protester, et nous nous rendons à la cafétéria pour continuer le débat amorcé dans la salle... Nous sommes encore 80. La discussion est chaude et houleuse, les prises de positions n'ont jamais été aussi nettes ici. A l'extérieur il y a deux mecs des R.G. qui remplissent leurs fiches...

Le lendemain, la direction convoque les responsables du ciné-club pour leur faire le petit sermon habituel. Comme l'intimidation ne marche guère, surtout à retardement, deux films sont retardés ou interdits par la suite sous des prétextes

LES TRANSPORTS EN COMMUN POUR TOUS C'EST POSSIBLE !

L'ensemble du métro est maintenant équipé de ces fameux péages magnétiques : vous introduisez un tichet qui doit être magnétisé en principe et une seconde après l'ordinateur central de la RATP daigne vous laisser le passage si vous êtes en règle. Mais ce n'est pas fini, ou plutôt les difficultés commencent ; essayez de passer avec une valise : impossible ; soulevez la valise ou le colis : 1,20 m d'obstacle. Et puis quelqu'un avec un fauteuil, même des béquilles ; personne n'y a pensé, ou peut-être quelques-uns mais vite rembarquer au grand nom de la rentabilité. Vous êtes rentables, alors le métro, le bus, c'est pour vous. C'est fait pour ceux qui travaillent, ceux qui ont produit leur plus-

Mais nous on refuse cette identité. Tu es productif et rentable, donc tu es un être humain. La seule vérité est : tu vis donc, tu dois jouir de la vie.

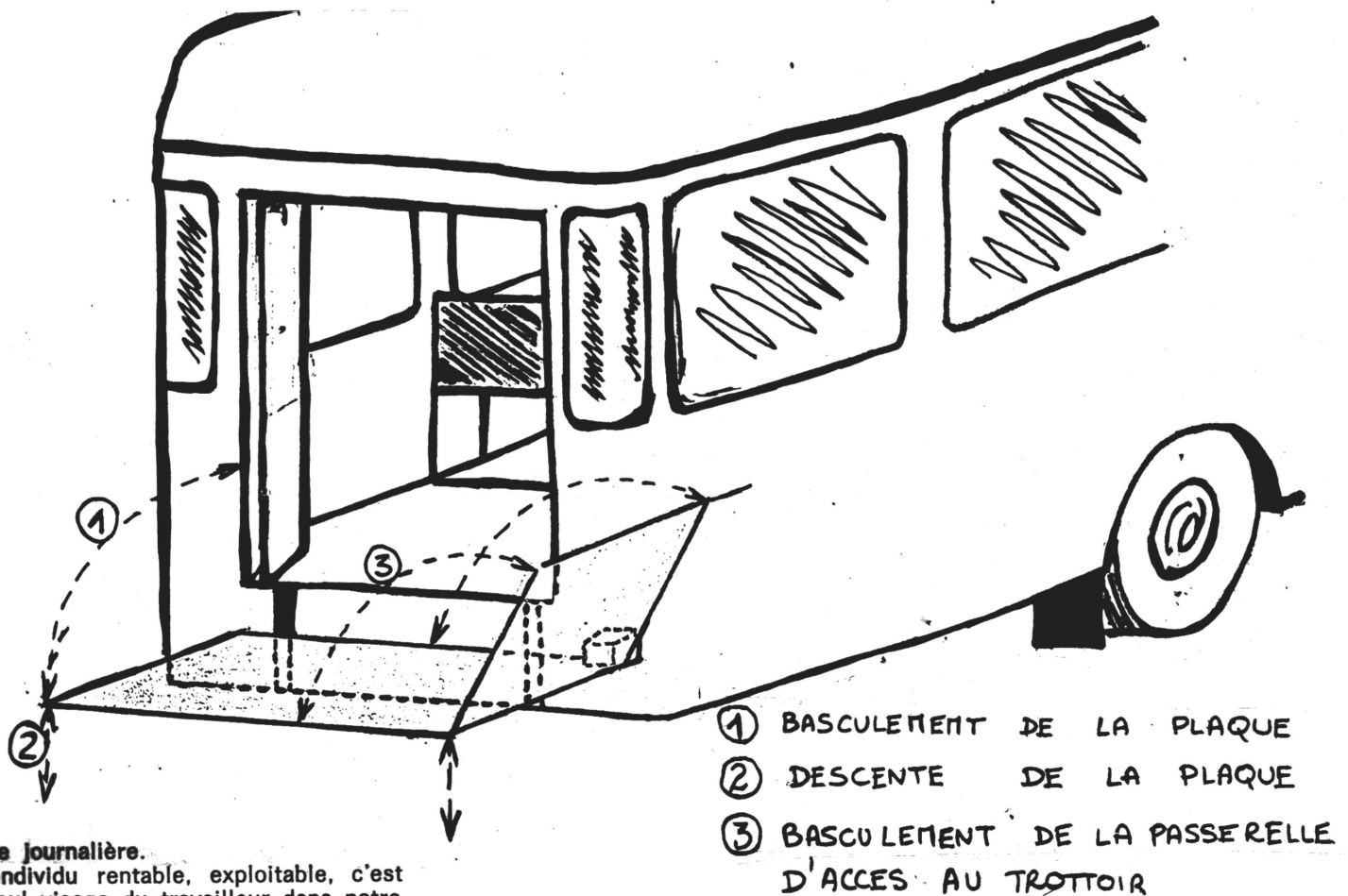
Or, tout déplacement des individus, partout, fait partie de cette jouissance de la vie.

Un grand nombre de brochures ont été écrites sur les problèmes de transport. De nombreuses organisations de gauche et d'extrême-gauche ont engagé des campagnes et actions pour l'amélioration des transports en commun. Mais pas une seule de ces organisations ou comités d'usagers n'aborde le problème de l'accessibilité aux transports en commun par les handicapés. L'action de ces comités reste une dénonciation des conditions de trans-

me pas tous les appareils qui permettraient l'autonomie des personnes handicapées (fauteuils électriques, portes-malades).

Nous avons commencé à étudier avec des copains de la RATP, le côté accès aux transports en commun. Il nous fallait une idée sur le côté technique c'est-à-dire, les équipements nécessaires à la transformation des accès au métro et aux bus.

Bien sûr, on ne se fait pas d'illusion sur l'aménagement d'un système de transport idéal et non ségrégatif dans la société capitaliste. Mais nous refusons déjà l'idée de ces minibus privés, très développés, comme en Suède, où l'handicapé se retrouve avec d'autres handi-



value journalière.

L'individu rentable, exploitable, c'est le seul visage du travailleur dans notre société. S'il ne répond pas à ces critères, il est moins que rien. Les vieux travailleurs font partie de ce lot. Et les handicapés encore plus, on les cache pour qu'ils ne gênent personne dans tous les sens du terme :

— pour ne pas gêner la rentabilité maximum (penser à un handicapé avec son fauteuil aux heures de pointe dans le métro) ;

— pour ne pas gêner « l'idéologie du superman ».

Un handicapé est un demi-homme à travers l'idéologie des patrons : c'est un être qu'il ne faut pas faire voir. Alors on les parque, ce sont les foyers, ce sont les Centres d'Aide par le Travail ou usines d'exploitation des handicapés. On nous présente ça comme une réhabilitation de l'handicapé : ils se hissent presque au niveau des « normaux » s'ils deviennent productifs.

ports du point de vue du productif mais jamais d'un point de vue de service pour tous. Le Livre Noir des transports parisiens, brochure publiée par la Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Parisienne ne parle à aucun moment de l'accessibilité aux transports en commun pour tous et en particulier les handicapés.

Dans le cadre de la campagne transport (voir « Handicapés Méchants » n° 2), il paraît fondamental que les handicapés dénoncent et combattent la ségrégation permanente qu'ils subissent.

L'architecture des bâtiments, la circulation sur les trottoirs, le franchissement de la voirie, l'accès aux transports, tout concourent à davantage parquer les handicapés dans leur chambre, leur foyer, leur atelier.

La Sécurité Sociale ne rembourse mé-

capés.

Cependant, il fallait connaître si l'opération était techniquement possible et quel était son coût approximatif. On lève vite les objections du genre : « Ce n'est pas possible » ou « c'est trop cher ».

Les bus et le métro peuvent être équipés par des moyens simples pour permettre la libre accessibilité à toute personne quel que soit son handicap.

C'est le métro qui demande les plus lourds travaux, non pas pour l'accessibilité aux rames, mais pour l'accessibilité aux stations. Il semble que le système le plus simple mais le plus lourd en travaux soient des ascenseurs assurant les correspondances et débouchant aux niveaux de la rue. Par contre les travaux d'équipement des bus sont plus simples et moins lourds. De plus les bus touchent les villes alors que le métro est

pour le moment uniquement parisien. Deux systèmes très semblables dans leur conception peuvent être adaptés sur les autobus :

1. Un système semblable à ceux permettant le déchargement des camions. Le système est simple et au point, deux améliorations doivent être apportées :

- la stabilité sur la plaque élévatrice,
- l'automatisme de la passerelle, trottoir-plaque élévatrice.

automatiquement. Le nombre de la place est réduit (4 à 6) pour que la personne retrouve la notion de véhicule particulier.

Avec Matra, il y en a d'autres à la mangeoire. Bouyghes (promoteur-construteur) étudie pour sa part, le génie civil ; la RATP finance ces projets qu'il convient d'appeler des gadgets.

C'est ainsi (10 millions de francs de contrat) que Matra et la RATP vont passer

pour continuer l'étude.

A ce propos, on peut remarquer les systèmes de tapis roulants mis en place dans certaines grandes surfaces pour déplacer les consommateurs. Tout pour la recherche de profit, rien pour ceux qui demandent à VIVRE...

A Paris, une commission transport a commencé un travail sur le DROIT et l'ACCESSIBILITE pour TOUS aux transports en commun, en vue de publier une brochure.

Que chaque camarade qui s'intéresse au problème nous fasse connaître ses idées. Le travail pour la campagne transport continue et doit se développer à l'échelon national.

JEAN-MARIE.

Nous venons de finir un montage de diapositives sur les transports. Si vous pouvez le faire passer, adressez-vous à : Charly KOSKAS, 7, rue de Cambrai, 75019 PARIS.



2. Un système de plaque élévatrice intérieure à l'autobus. La plaque élévatrice, au lieu de se trouver à l'arrière extérieurement à la plateforme, y est incorporée. L'accès au trottoir est résolu comme dans le premier cas par une passerelle basculante. La stabilité sur la plaque est meilleure que dans le premier cas car la plaque est entièrement bordée de joues de protection.

Nous avons un ordre d'idée du coût de l'opération. La RATP possède 3 600 autobus. Si on évalue largement à 20 000 F, la transformation par autobus, cela fait une dépense de 72 000 000 F.

Cette somme correspond, si l'on veut, à un ordre de grandeur, à la construction en prolongement d'un kilomètre de métro, ou trois avions de combat du type Mirage F1. L'armée française vient d'en acheter 40 dont elle n'a pas besoin, pour permettre à Monsieur Dassault d'en vendre 350 à l'armée de l'air belge, hollandaise, danoise et norvégienne. (« Le Monde » du 8 octobre 1974).

A côté de cela, l'Etat et la RATP dépensent largement des sommes considérables dans des opérations de prestige :

— la station Auber du Réseau Express Régional a coûté 600 000 000 F ; en plus une rallonge a été accordée pour la construction d'un trottoir roulant de Auber à Saint-Lazare : bilan de l'opération : 140 000 000 F.

C'est l'exemple même d'une construction non urgente. Mais que ne fait-on pas dans un quartier d'affaires et de commerces et pour les habitants de la banlieue Ouest.

Avec ces 140 000 000 F, il y avait de quoi équiper tous les autobus avec un système de plaque élévatrice.

Il y a aussi de l'argent gaspillé pour l'étude de système aussi compliqué qu'inefficace.

C'est Matra et son Aramis : système de petits véhicules ayant leur propre guidage (en viaduc le plus souvent) et mus



poeme

CAMARADE
Camarade,
toi qui souffres
toi qui rêves pour vivre
toi qui crois que ton sort, ne peut être
[que celui-là]
toi qui envie le « bonheur » des dits
[« normaux »...]
Ne dis pas : ce n'est pas pour moi !
Repousse ceux qui veulent la combattre
à tes côtés
n'accepte pas ta condamnation devant
[tes juges...]
car tu es INNOCENT !
et en l'acceptant, tu fais le malheur de

[tes descendants !]
Crois que tes rêves peuvent être réels.
Un jour, tu rentreras sous ton toit
tu embrasseras la mère de ton fils
qui ne sera pas forcément comme toi...
un enfant s'avancera vers toi en te
[disant : Papa.
Ne dis pas que je suis fou...
car ce n'est pas ta pensée...
mais... prends ton fusil
et rallies-toi à nous
pour combattre en une cause commune
JUSTE ET HUMAINE !
P... qui ne peut pas signer
par crainte de représailles.

loi d'orientation

un pas en avant, combien en, arrière

Parce que les handicapés jeunes et adultes, lycéens et étudiants, travailleurs et grand invalides, n'acceptent plus les conditions d'existence inhumaines qui leur sont imposées par la société capitaliste, ils n'acceptent pas non plus « le projet de loi d'orientation » dit « en faveur des handicapés », qui, sous couvert de « solidarité » au lieu de « charité » ou « d'insertion sociale » vise non pas à faciliter le droit de vivre des personnes, mais à les rentabiliser mieux encore.

Peut-on s'attendre à autre chose à l'heure où le capitalisme en grave crise politique cherche à en faire payer la note aux travailleurs ?

Comme nous refusons ce projet de loi, nous refusons de continuer à subir la loi des rendements, des cadences, des profits, qui, après avoir causé le handicap, nous rejettent du monde, signent notre réclusion à perpétuité.

Il est impossible en effet d'imaginer une réelle insertion sociale des handicapés, tant que seront maintenus les cadences, les rendements, l'innaccessibilité des lieux de travail, des transports, tant que la technologie, qui peut suppléer à l'handicap, sera considérée par l'Etat et ses institutions comme un luxe (ex. : fauteuil électrique, lève-malade, etc.).

Nous refusons de continuer à croupir en hospices, en hôpitaux, en foyers, en centres d'aide par le travail, en ateliers protégés, en centres « dits » de rééducation, qui, sous couvert de nous « soigner », de nous « rééduquer », de nous « aider », nous surexploitent, nous maintiennent en état de dépendance, nous suppriment tous droits politiques et syndicaux, tous droits d'information et de réunion, nous livrent pieds et poings liés aux magiciens de la science pharmaceutique ou aux entreprises de sous-traitance.

Aujourd'hui, l'Assemblée nationale va être amenée à débattre d'un projet de loi qui définira pour les années à venir le statut du handicapé dans cette société. Mais que prévoit ce projet de loi ?

« En guise de préambule, une définition de l'handicapé : « Son inadaptés à la société dont ils font partie ceux qui éprouvent des difficultés plus ou moins grandes à être ou à agir comme les autres ». Ou'est-ce à dire ? Les immigrés n'ont-ils pas « des difficultés plus ou moins grandes à être ou à agir comme les autres » ? Et les vieux ? et les taulards ? en fonction de quoi est-on inadapté ? de quels critères ? cette vague définition fait de nous tous des handicapés. On n'en demandait pas tant, M^{lle} Dienesh !

Suite à ce préambule, l'éducation du handicapé. Car, comme tout pays civilisé,

la France se doit de scolariser ses handicapés. Aussi « une formation de type scolaire », « adaptée à son handicap » lui sera dispensée. Nulle part il est question d'aménagement des écoles, lycées et facultés. Il s'agit de fournir au jeune handicapé un rudiment d'instruction car si celui-ci se mettait à penser, il lui viendrait peut-être de mauvaises idées. Un handicapé méchant, ça mord !

Une fois « l'handicapé éduqué », il faut lui trouver du travail. C'est à ce propos que la loi prend toute sa signification. Il s'agit d'organiser l'exploitation systématique de la main-d'œuvre handicapée.

Pour ceci, deux mesures :

1. Les ateliers protégés pourront être créés par les entreprises.

On se doute bien que ces entreprises ne sont pas des œuvres charitables. Car, jusque-là, les ateliers protégés étaient gérés par des associations à but « non lucratif ». Il s'agit de faire des handicapés un sous-prolétariat, main-d'œuvre peu coûteuse quand on connaît les salaires perçus en atelier protégé : ils pourront même à l'occasion servir de briseurs de grève. Quelle source de profit pour le patronat et qu'elle aubaine !

2. Toute entreprise qui donnera du travail en sous-traitance à des ateliers protégés sera exemptée de l'obligation d'employer 3 % d'handicapés comme le prévoyait la loi de 1957.

Il est inutile de revenir sur les avantages d'un tel compromis. De plus, par ce biais, on enterre définitivement la loi des 3 % qui obligeait les entreprises à engager des handicapés. Il n'était déjà pas facile de trouver du boulot mais maintenant...

Pour terminer, ce projet de loi annonce la mise en place au niveau de chaque département, d'une commission départementale chargée de décider :

— de l'orientation vers les établissements d'éducation spécialisée pour les mineurs handicapés ;

— de l'attribution des allocations ;

— du reclassement professionnel pour les adultes handicapés.

« Au cas où les familles ne donneraient pas suite aux mesures préconisées par la commission, celle-ci pourra suspendre les allocations ».

Ce rappel à l'ordre nous ôte nos dernières illusions s'il nous en restait. L'handicapé, dès sa naissance, sera soumis au contrôle de cette commission et soyons sûrs qu'elle fera de lui un « handicapé modèle ».

Nous ne pouvons dire que NON à un tel projet qui tend à faire de nous des sous-êtres, qui nous marginalise encore plus en nous enfermant à jamais dans

nos ghettos.

**LE DROIT A L'INSERTION
POUR TOUS LES HANDICAPES, C'EST :**

1. La mise en place de moyens techniques d'autonomie physique et d'indépendance financière.

2. L'accessibilité immédiate de tous les lieux de vie (travail, loisirs, logement, édifices publics, transports en commun).

3. Le droit au travail sans discrimination.

4. Suppression à moyen terme des ateliers protégés, des centres d'aide par le travail et de tous les autres lieux de rentabilisation de la misère.

5. La lutte immédiate contre les cadences et les rendements, pour tous les travailleurs valides et handicapés.

6. Le droit à l'information sexuelle et à la contraception.

7. Orientation scolaire et professionnelle librement choisie par l'intéressé.

8. Droit et obligation à l'enseignement primaire, secondaire, technique et supérieur. Enseignement équivalent à celui de tous les scolarisés, dans le seul cadre de l'Education nationale.

9. Versement immédiat du SMIC pour les handicapés au chômage et pour les grands handicapés ne pouvant pas travailler du fait exclusivement de l'handicap.

10. Allocation immédiate de tierce personne aux grands handicapés ne pouvant pas être inférieure à deux fois le SMIC, puis dégressive pour les autres handicapés, suivant le degré de l'handicap.

11. L'application immédiate de mesures de prévention du handicap qui menace la population (accidents de la route et du travail, maladies dépressives avant ou en début de grossesse, accident à l'accouchement par manque de personnel dans les hôpitaux, etc.).

Voici les mesures immédiates qui, si elles sont appliquées et financées par l'Etat, permettront une réelle insertion des handicapés. Tout projet de loi qui ne tiendrait pas compte de ce minimum de revendication pourrait en aucun cas se prétendre « en faveur des handicapés ».

Messieurs et Mesdames les Députés, nous ne serons pas dupes de vos prétendues réformes sociales que vous faites avec des Associations d'Handicapés (telle que l'Association des paralysés de France) qui ne représentent qu'elle-même, et en aucun cas les véritables intéressés

AICHA et CHARLY

LES PROGRAMMES DE GAUCHE NOUS PROPOSENT-ILS QUELQUE CHOSE DE MEUX ?

Apparemment les programmes de gauche (PC, PS et Programme Commun) entendent conserver les valeurs de la bourgeoisie : TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE.

Ils entendent conserver les rapports de domination et d'exploitation existant dans notre brave système capitaliste, dans nos braves familles, dans nos braves « structures modèles d'intégration » ghettos.

C'est ainsi que les programmes commun et PC, dans les paragraphes respectifs « L'Education des handicapés » et « Eduquer l'enfance handicapée » (à la matraque, au doigt et à l'œil !), entendent

« ...développer les établissements spécialisés pour éduquer les handicapés... » et le rôle autoritaire des « personnels d'éducation spécialisée » chargés de nous rendre le statu-quo dans les usines, écoles, camps, etc. » ghettos d'handicapés où les valides pompeusement appelés « Moniteurs ou psycho-éducateurs d'handicapés » ne vivent avec nous que pour participer à notre exploitation.

— combattre et détruire les barrières architecturales,

— abattre les barrières honteuses du racisme et du fascisme des passants et des groupes,

IL N'EN EST PAS QUESTION !

Il n'est question que de renforcer le rôle de flic qui joue le moniteur auprès de l'handicapé.

FINALEMENT tous ces projets de droite ou de gauche se ressemblent : — ils posent toujours un problème de fric, une augmentation des pensions de 50 % la faisant passer de 400 à 600 F c'est-à-dire la moitié du SMIC. Et le problème de l'handicapé face à la rentabilité et au système capitaliste en général comme problème spécifique n'est jamais vu :

— toujours des ghettos où notre mar-

suite p 9

ON A REÇU ÇA :

Chers camarades,

C'est avec satisfaction que j'ai pris connaissance du journal des « Comités de Lutte des Handicapés ». Handicapé moi-même, engagé depuis cinq ans dans un groupe de base handicapés valides, je me sentais un peu isolé quant à une réflexion plus politique et collective.

Permettez-moi de faire quelques critiques que j'espère constructives et de dialogue entre nous, c'est à partir de la situation des handicapés que je connais, que je le fais :

— pour les numéros suivants, je pense que nous pourrions repartir des luttes, des situations vécues, et amorcer une réflexion qui pourrait se poursuivre par la suite :

— nous devons tenir compte des contradictions vécues par les handicapés. Nous ne sommes pas tous au même niveau de conscientisation. Il s'agit de permettre une évolution de tous, c'est-à-dire ne pas balancer des slogans, mais d'amorcer des réflexions souvent rendues nécessaires par l'actualité. Cela permet une ouverture sur d'autres problèmes que les handicapés ignorent ou rejettent pour ne voir que leurs préoccupations du moment. Des prises de position claires, des situations concrètes peuvent être plus utiles que des slogans.

Par exemple, par rapport au problème de l'avortement, il est nécessaire de répondre à de telles utilisations en démontrant clairement l'hypocrisie de la bourgeoisie à notre égard. Nous devons militer pour que les handicapés ne soient plus une « minorité à part » mais que ceux-ci se déterminent librement, puissent choisir leur camp en connaissance de cause. Par ce même mouvement nous forcerons l'ensemble du prolétariat et des mouvements révolutionnaires à nous reconnaître.

N'oublions pas que les handicapés, comme les immigrés, les prisonniers, les malades mentaux, sont catégorisés, neutralisés. Cela permet à n'importe qui pour n'importe quoi de les manipuler, soit pour en appeler à la violence, soit pour en appeler au rejet ou à la charité. Les syndicats et les partis politiques de droite ou de gauche agissent de la même façon. L'urgent est donc de rompre avec cette pratique en suscitant des handicapés une lutte, une parole qui soit leur, en marche vers une solidarité réelle et concrète avec les autres exploités et opprimés. Ce n'est hélas parce qu'une minorité d'entre nous en est consciente que la chose est arrivée.

Cela rejoint la question des associations. Ne sont-elles concrètement, l'exemple de cette neutralisation des handicapés par le système ? Avec nos revendications, nos besoins d'établissements, de lois. Ces associations ont été pour la plupart parfaitement intégrés au système capitaliste. Elles ne sont là que pour nous intégrer en prouvant que nous sommes rentables, éducatibles, traitables par des

mesures spéciales. Elles représentent une tendance humaniste et scientifique du système capitaliste. L'hostilité et l'indifférence d'une autre partie de cette société, valident son action. C'est comme les travailleurs de chez Lip, ils réintègrent leur usine, se réinsèrent dans la société, grâce à un groupe de patrons modernistes...

La question que nous devons nous poser, n'est-elle pas alors, devons-nous obliger ces associations à faire leur boulot en les obligeant à prendre en considération les cas critiques d'une façon correcte ? Ne devons-nous pas résister en face d'elle, comme nous résistons en face de l'administration ; de l'Etat. Refus d'aller en hospice, en atelier protégé, réclamer des mesures de leur part afin de vivre comme nous l'entendons, selon nos possibilités. Enfin dénoncer leur incapacité, leur répression qui est celle de l'Etat.

Ne devons-nous pas tenir compte de cette situation, de cette aliénation, d'une intégration assistée des handicapés par des associations spécialistes au service du capital ?

Dans le groupe il nous faut tenir les deux bouts de cette chaîne, lutter contre une assistance et une mentalité d'assisté. Le « groupe handicapés-valides » devant des situations concrètes jouent le rôle de l'assistance. Sans possibilités d'actions collectives dues à un certain refus, à une certaine démobilisation, le danger est effectif. Mais le combat n'en est-il pas plus nécessaire ?

D'autant plus que des groupes d'obédience humanistes, se spécialisent dans les loisirs, et ont de ce fait les faveurs de certains handicapés désœuvrés, livrés à eux-mêmes les jours de congés. Quelle attitude pouvons-nous avoir ? Après un premier réflexe d'abandon, d'hostilité, je m'interroge sur la possibilité offerte dans ces groupes, de rencontrer des handicapés. Ce phénomène de loisir-évasion n'est pas propre aux handicapés, mais est généralisé pour l'ensemble de la population (métro-boulot-télé-dodo)... Ces handicapés du fait de leur isolement sont encore plus sensibles à ces éléments, à cette production de loisir. Je le suis moi-même, étant chez moi les trois quarts du temps puisque je suis sans travail. A un autre niveau, c'est l'intellectualisme qui peut-être un danger, autant que l'activisme réclamé aux autres.

L'important est donc de tenir compte de tous ces éléments pour décider d'une ligne de conduite. L'important n'est-il pas de savoir où l'on veut en arriver ?

Je termine cette lettre en vous assurant de mon soutien et de la joie que j'ai eue à apprendre la parution de ce journal qui est, je l'espère, appelé à devenir celui de notre lutte commune.

Sincères salutations.

JEAN.

Je vous envoie un article que j'ai écrit pour le faire paraître dans le journal : Club des Copains-Informations, I.M.C. de la Duchère.

Mais au niveau du journal, il y a une auto-censure des jeunes : elle consiste à ne pas mettre des articles contenant des « gros mots » et qui ne sont pas gentils pour la société. Ici, il faut vendre le journal sans trop d'ennuis. J'en ai marre de ne pas pouvoir écrire ce que je veux, et j'ai voulu vous écrire pour me défouler et pour avoir votre appui.

Pouvez-vous publier mon article ?

YVES.

LA CENSURE ? — POUR QUI ? —

J'en ai marre d'être emmerdé par la censure.

Pourquoi nous censurer ? — Pourquoi ne pas exprimer les choses telles qu'on les ressent ? — telles qu'on les pense ?

Pour qui écrivons-nous ? Pour faire voir qu'on existe, ou pour nous faire plaisir ? — Si c'est ça, ça ne vaut pas le coup.

Peut-être les gens voient-ils de « pauvres petits handicapés » auxquels les éducateurs pourraient apprendre à écrire bien gentiment ; même s'ils ont vingt ans ou plus ? — Pourquoi les lecteurs seraient-ils choqués par certains mots utilisés dans le langage courant ?

Il y a des jeunes qui veulent faire un journal bien gentil, mais moi, ça ne me suffit pas. On est déjà emmerdé par notre handicap, alors si on ne peut pas écrire à peu près comme on veut, autant partir du journal.

Si on veut être écoutés, il faut provoquer. On n'a pas beaucoup de moyens pour provoquer ; alors, autant en profiter, tant qu'on le peut par le biais du journal.

Yves LACROIX.

DÉROBIÈRE MINUTE

Un groupe de camarades du Comité de Lutte des Handicapés a salué par une pluie de tracts les députés qui venaient débattre du projet de loi relatif aux handicapés.

Cela n'a été une belle pagaille dans l'Assemblée Nationale.

Le tract du Comité de Lutte reprenait essentiellement les principaux points de la Charte de revendications.

Deux camarades furent interpellés par les Commissaires de l'Assemblée, puis relâchés.

ON A ENCORE RECU

hollande

— Nous refusons l'uniformisation et la ségrégation.

— Nous voulons le droit de vivre avec les autres.

— Et d'être différents comme les autres.

— Nous refusons le rendement et les cadences !

— Nous voulons le droit de VIVRE selon notre Propre rythme.

— Sortons de nos ghettos et allons nous imposer là où on est refusé.

Léon SLANGEN,
Rottumerplaat 328,
DELFT (Hollande).

Note de la rédaction : à quand une Internationale des handicapés en lutte ?

à propos du film

Le C.L.H. prépare actuellement la réalisation d'un film long-métrage en Super 8 (quelques séquences ont déjà été tournées).

L'équipe de réalisation du film fait appel aux lecteurs du journal pour un double soutien : politique et matériel.

— politique :

• par la communication de témoignages, informations, propositions.

• par la mise à disposition de l'équipe de tout moyen en votre possession pour lui faciliter l'accès dans les ghettos : C.A.T., A.P., Foyers d'adultes handicapés, hôpitaux.

— matériels : par des envois en chèque ou mandat à l'ordre de CINETHIQUE, C.C.P. La Source 31 170-03, en mentionnant : « Pour le film du C.L.H. ».

FAIT DIVERS

FAIT DIVERS — LA COURNEUVE - 1 MAI

— Le MLAC diffusant des tracts à l'intérieur de l'enceinte réservée au rassemblement, est violemment pris à parti par le service d'ordre, qui les déchire.

— Dans le même temps, les tracts du Comité de Soutien au Chili, suivent le même sort. Un peu plus tard, les forces de l'ordre du PC dispersent ces « dangereux provocateurs » et s'emparent des journaux qu'ils diffusaient.

« Handicapés Méchants », le journal du Comité de Lutte des Handicapés est saisi à son tour. Le groupe n'est pas inquiet car il contenait « de pauvres petits êtres sans défense »...

Ce service d'ordre est-il la nouvelle commission de censure ? La répression annoncée par ces flics ressemble fort à celle de MM. Marcellin-Chirac.

Le Comité de Lutte Handicapés,

Des membres du MLAC,

Des membres du Comité de Soutien au Chili.

Paru dans le quotidien « Presse-Océan », édition de Saint-Nazaire le 14 août 1973 :

SUR LE PORT

Une sordide exploitation

Un groupe de guitaristes s'est produit dimanche soir dans les cafés et les restaurants du Croisic. Ce genre de spectacle est devenu une habitude maintenant avec la traditionnelle quête parmi les consommateurs.

Pourtant, ces spectacles dépassent la décence. Quand, comme au Croisic, dimanche, les musiciens font participer à leur collecte un handicapé présentant le physique d'un nain, paralysé à la morphologie difficilement soutenable.

La S.P.A. intervient pour moins que ça lorsque des animaux sont utilisés en spectacle.

N'y aurait-il personne pour éviter que des humains puissent ainsi être exploités ? Car il est bien évident que l'appât ne sert qu'à toucher la pitié des gens.

Réponse envoyée le 6 septembre 1973 :

Pourquoi considérer a priori, une personne handicapée, au sein d'un groupe de chanteurs faisant la manche dans les cafés, comme un appât à la pitié des gens, sous prétexte qu'elle ne correspond pas à la morphologie du français « normal » ?

Vous écrivez : — « Un spectacle dépassant la décence... un nain, à la morphologie soutenable. » Cette vision des handicapés est inadmissible, leur interdisez-vous donc de sortir, pour la seule raison qu'ils risquent de choquer ces personnes qui refusent de voir le monde tel qu'il est ?

loi d'orientation

suite de la page 7

ginalisation est renforcée en même temps que la répression de notre handicap ;

— pas question de donner aux handicapés les moyens psychologiques et techniques d'être autonomes et de nous intégrer au milieu valide (auquel nous ne voulons d'ailleurs pas nous intégrer en acceptant le système capitaliste et la rentabilité).

ENFIN tous ces programmes se ressemblent en ce que l'Etat doit prendre en charge notre ségrégation et notre rentabilisation-répression pour que le Capital presse mieux l'handicapé-citron. Ils récupèrent les vieilles revendications (ne dépassant pas les positions anti-quêtes) des vieilles associations réformistes « handicapés physiques », gérantes de l'ordre bourgeois.

QUE NOUS PREPARE GISCARD ET DERRIERE LUI LE CAPITAL ?

L'article 14 de la loi d'orientation fait tomber le voile démagogique fait d'apparence « automiste » et « anti-ségrégative ». Il donne en effet le pouvoir aux entreprises sous-traitant avec un C.A.T.

Au lieu de voir six musiciens, vous n'en avez vu que cinq, plus un handicapé, sans chercher à savoir quelle était sa place dans ce groupe. **N'est-ce pas une forme de racisme que de l'avoir considéré immédiatement comme exploité ?**

Réponse parue effectivement le 13 septembre 1973 :

Ces musiciens qui jouaient dans les cafés...

Suite à un écho que nous avons publié à cette place, nous recevons une mise au point, laquelle précise notamment :

Même texte que réponse* envoyée le 6 septembre 1973 :

Pourquoi considérer a priori une personne handicapée, au sein d'un groupe de chanteurs (...).

Dominik Monnié.

N.D.L.R. : nous passons bien volontiers les précisions qu'on nous apporte, suite à notre écho paru le 14 août.

Nous avons toujours, dans ces colonnes, soutenu au maximum toutes les actions tenant à améliorer le sort des handicapés physiques auxquels nous apporterons toujours notre concours le plus absolu.

Cela ne nous interdit cependant pas de partager l'opinion de nombreuses personnes qui ne refusent certes pas de « voir le monde tel qu'il est » et le prouvant en tentant d'atténuer les injustices de toute nature, mais qui s'élèvent avec fermeté contre la façon dont on exploite parfois les handicapés, précisément en les « donnant en spectacle ».

Si ce n'est pas le cas ici, nous sommes les premiers à nous en réjouir.

Dominik Monnié.

ou un A.P. de s'abstenir de l'obligation d'employer des handicapés dans leur secteur dit « valide » et du Capital.

Voilà la réponse de Giscard à nos revendications : MARGINALISATION, RENTABILISATION, NORMALISATION, UNIFORMISATION des handicapés.

Refusons les fausses propositions de la bourgeoisie :

INTEGRATION des handicapés au SYSTEME CAPITALISTE = RENTABILISATION = SEGREGATION !

NOUS BATTRE CONTRE NOTRE SEGREGATION C'EST NOUS INTEGRER AUX LUTTES DE CLASSES DES TRAVAILLEURS ET DES MARGINAUX, EN REFUSANT L'INTEGRATION AU SYSTEME CAPITALISTE QUE NOUS PROPOSE GISCARD AVEC LE CAPITAL !

Combattre pour notre autonomie c'est combattre le rapport de domination valide/handicapé et l'inverser en prenant notre lutte entre nos mains. C'est dire : « ON EN A ASSEZ DE REGARDER LES AUTRES ORGANISER NOTRE VIE, MAINTENANT CE SONT LES AUTRES QUI VONT NOUS SUIVRE ! »

CONTRE LA NORMALISATION IMPOSONS NOTRE DROIT LEGITIME A ETRE DIFFERENTS !

administratifs. (Même pas par interdits par censure mais plutôt en guise de vengeance : ça peut toujours emmerder un cinéma qui se finance tout seul et avec difficulté.)

Le moins qu'on puisse dire est qu'ici au CUC « Histoire d'A... » est un film de circonstances : 6 AVORTEMENTS (CONUS) EN 6 MOIS ! Dans un grand silence : et pour cause !

Le centre est un établissement mixte, paraît-il.

En tout cas il n'y a aucune information sexuelle et les méthodes contraceptives tombent sous la loi du silence.

Les « malades » sont soigneusement séparés.

Séparation par **maladies**, par **sexes**, par **études et origines sociales**.

Les rapports pensionnaire-personnel sont fortement « déconseillés » par la direction.

Les veilleurs de nuit sont utilisés, bon gré mal gré, comme gardiens de l'ordre et de la vertu.

Bien entendu tout cela est fait sous des prétextes vaguement médicaux et encore plus vaguement psychologiques...

Et lorsque les toubibs se sentent trop mal à l'aise à ce sujet, ils se retranchent derrière la hiérarchie et le règlement : un flic déguisé reste un flic.

AU C.U.C. COMME DANS TOUS LES CENTRES-CASERNES NOUS DEVONS LUTTER POUR LE DROIT AU PLAISIR !

Nous n'en resterons pas là...

Correspondant du Centre Universitaire de Cure (Saint-Hilaire-du-Touvet).

P.S. : Nous remercions les camarades du M.L.A.C. ainsi qu'Aïcha pour sa débrouillardise.

Novembre 1973 (quatre mois après l'accident qui me laisse invalide), je suis convoqué au centre de « Reclassement » professionnel, rue du Château-d'Eau, pour passer une visite médicale. Durée : trois minutes !

Six mois plus tard, je suis fiché travailleur handicapé, catégorie « B ».

Ces catégories n'ont en fait aucun rapport avec le handicap, mais uniquement en ce qui concerne le boulot.

Donc après trois minutes de visite, l'administration peut nous répertorier dans une catégorie ou une autre. Catégorie qui en fait de nous aider à nous placer par rapport au handicap, nous handicape deux fois plus parce qu'elle nous cloisonne.

On est vraiment catalogué comme une bête. Parqué. Et quand on cherche du boulot ce qui prime c'est la catégorie A, B, C (A = léger, B = moyen, C = fort). Catégories qui donc ne représentent rien car elles ne font pas référence à la nature du handicap mais répondent à des facteurs de rentabilité.

En cas de demande d'emploi, l'entreprise ne se référera pas aux capacités réelles de la personne mais en fonction du classement ; dès qu'on est « B », c'est fini, on n'est pas assez rentable.

De plus ce classement qui devrait permettre à ce que la loi des 3 % soit appliquée, ne sert en fait qu'à éliminer les moins rentables. Si une entreprise envoie sa lettre recommandée à l'Agence Nationale pour l'Emploi comme quoi elle désire employer des handicapés, elle est couverte par rapport à la loi des 3 %, libre à elle de les refuser ou de les renvoyer un peu plus tard.

charte de revendication C.L.H.

PREMIERE PARTIE

PREAMBULE

La lutte des handicapés n'est pas une lutte de marginaux comme on le voudrait bien, c'est une lutte qui fait partie intégrante de la lutte de classe. Parce que les travailleurs par les conditions d'existence et de travail qu'il subissent sont les premiers victimes de l'état permanent de maladie donc de handicap multiple, le combat du C.L.H., par ses revendications participe entièrement au combat de la classe ouvrière, non seulement sur le terrain des revendications immédiates tel que le renforcement de la sécurité et de l'hygiène dans l'entreprise, contre les accidents de travail et les maladies professionnelles, ou bien la gratuité pour tous les valides ou non. Mais aussi dans le combat politique que représentent les objectifs à long terme tel que la lutte immédiate contre les rendements, les cadences pour tous les travailleurs valides ou non, objectifs qui ne peuvent être atteints que par la prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés.

Le C.L.H. par ses déterminations se déclare ouvertement politique, refuse et combat toutes formes d'humanisme, qu'il vienne « de droite ou de gauche », combat toute collaboration avec le pouvoir capitaliste comme le font les associations (tels que l'A.P.F., l'U.N.A.P.E.I., la F.N.M.I.P., etc.) qui prétendent représenter les intérêts des handicapés alors qu'elles imposent aux handicapés le rôle que veut leur faire jouer le pouvoir bourgeois.

Comme nous sommes une partie de la classe ouvrière, la plus exploitée, parce que nous revendiquons ne sont pas que des revendications catégorielles, le C.L.H. pose le problème de la transformation radicale de l'organisation capitaliste du travail et de la vie. C'est pourquoi les militants ouvriers poursuivant des objectifs révolutionnaires, doivent intégrer la lutte des handicapés à la lutte générale du prolétariat et de ses alliés, pour la destruction de l'Etat bourgeois et capitaliste.

PREMIERE PARTIE

1. EMPLOI

1. Droit au travail pour tous les handicapés au même titre que tous les travailleurs : ce qui exige une lutte immédiate et systématique contre les cadences, les rendements, les primes en tout genre.

2. Suppression des Ateliers Protégés, des Centres d'Aide par le Travail et de tous les lieux de rentabilisation, de surexploitation de la misère (y compris du travail à domicile).

3. Accessibilité et aménagement de tous les lieux de travail.

4. A qualification égale, salaire égal.

5. Droit à la formation, à la qualification, à la promotion professionnelle quel que soit le degré du handicap.

6. Egalité devant la titularisation dans le secteur public.

7. Suppression des emplois réservés, qui assignent à vie, à des emplois subalternes et à la disqualification.

8. Suppression immédiate de la loi des 3 % qui voue les plus handicapés au chômage et à la mendicité en sélectionnant les handicapés qui ne nécessitent pas de frais d'aménagement et d'accessibilité des lieux de travail.

9. Accessibilité de tous les transports en commun.

10. Multiplication des écoles de formation professionnelle pour tous les travailleurs handicapés ou non, sans distinction du degré de handicap.

11. Accessibilité immédiate et aménagement des écoles techniques existantes à tous les handicapés.

12. Insertion illimitée de tous les handicapés dans le secteur public et privé.

13. Suppression des emplois interdits.

14. Orientation librement choisie par l'intéressé.

sous-prolétariat, ni servir à faire baisser les salaires ni à servir de volant de chômage.

16. Renforcement de la sécurité et de l'hygiène dans l'entreprise, contre les accidents de travail et les maladies professionnelles.

17. Versement immédiat du SMIC pour tous les handicapés sans travail.

18. SMIC immédiat pour les grands handicapés, ne pouvant travailler du fait exclusivement de leur handicap.

19. Réconversion et recyclage immédiat sans disqualification ou perte de salaire du travailleur soudainement malade ou accidenté.

LE DROIT A L'INSERTION POUR TOUS LES HANDICAPES C'EST

— LA MISE EN PLACE DE MOYENS TECHNIQUES D'AUTONOMIE PHYSIQUE ET D'INDEPENDANCE FINANCIERE.

— LA SUPPRESSION A MOYEN TERME DE TOUTES FORMES DE GHETTOS (ateliers protégés, Centre d'Aide par le Travail, etc.).

— LA LUTTE IMMEDIATE CONTRE LES RENDEMENTS, LES CADENCES POUR TOUS LES TRAVAILLEURS VALIDES OU NON.

— LE DROIT AU TRAVAIL SANS DISCRIMINATION.

La signification de ce classement et de cette décision administrative c'est-à-dire du Droit est en fait l'émanation de la loi du profit, la loi du capitalisme exploiteur.

DANIEL.

Dépôt légal : 41.346

4 nov. 74

Directeur de publication : Ch. Koskas

imprimerie **édit 71**

9 rue A. Métrier 75020 Paris